

A. Keyntjens

Pour faire la guerre économique, quand mobilisera-t-on les civils ?

L'ŒUVRE

14, Rue Drouot
Téléphone : GUT. 02-71, BERG. 40-41
Après minuit : GUT. 59-59
Directeur : GUSTAVE TÉRY
ABONNEMENTS
1 An 18 fr. 6 Mois 9 fr. 3 Mois 4 fr. 50 1 MOIS 1 fr. 50

Gare au contre-blocus !

Depuis vingt minutes, deux lutteurs sont aux prises. Ils se sont heurtés, ceinturés, renversés, redressés, « tombés » sans résultat ; maintenant, après les bonds les plus imprévus et les contorsions les plus violentes, ils s'étreignent et paraissent immobiles. N'étaient les muscles qui tressaillent, les flancs qui halètent et la sueur qui ruisselle, on dirait un groupe de marbre. Pourtant, malgré cette apparente immobilité, jamais la lutte ne fut plus ardente : rassemblant et bandant leurs forces pour le suprême effort, les deux athlètes cherchent à s'étouffer ; le premier qui perdra le souffle roulera vaincu sur le sol...

Les peuples en guerre depuis vingt mois sont-ils à l'heure de cette étreinte décisive ? Si les fronts des armées ne bougent plus, est-ce un resserrement du blocus qui décidera de la victoire ?

Quand on parle du blocus, peut-être ne faudrait-il pas oublier qu'il est double. Car si les Alliés, par la maîtrise des mers, s'efforcent de couper les vivres aux empires du Centre, l'Allemagne, par la guerre sous-marine, s'efforce à son tour de bloquer l'Angleterre ; et, si elle n'y réussit point, il n'est pas douteux qu'elle gêne considérablement ses relations avec l'extérieur.

Ce double blocus se présente aussi sous un double aspect. On nous a suffisamment expliqué la manière dont les flottes alliées barrent aux Allemands toutes les routes maritimes, et l'heureux effet que nous en devons attendre : l'Allemagne affamée réduite à demander grâce. Mais, si grandissant que soit le malaise dont les symptômes se multiplient, on ne saurait en conclure sérieusement que la famine aura raison de nos ennemis. Il semble au contraire qu'en les obligeant à ne plus compter que sur eux-mêmes, on leur ait appris à tirer de leurs ressources nationales le maximum de rendement et à se passer du reste de l'univers. Continueront-ils à se suffire et pourront-ils tenir ainsi indéfiniment ? Personne n'en sait rien, mais personne non plus n'est en mesure d'affirmer le contraire : et en tout état de cause, pour ne pas nous bercer de ce vain optimisme, dont M. Ribot nous invite à nous méfier, le plus sage est encore de ne pas nous figurer que nous « aurons » les Boches par la faim.

Raison de plus pour considérer attentivement l'autre aspect du problème et pour prévenir, s'il se peut, les conséquences du « contre-blocus » dont nous sommes menacés avec l'Angleterre ; car ne risquons-nous point d'en pâtir autant qu'elle ?

les sous-marins allemands deviennent assez nombreux pour réduire de moitié la circulation maritime et si notre prochaine récolte, elle aussi, est réduite de moitié, sommes-nous parfaitement certains — la guerre se prolongeant — d'avoir pris toutes les précautions nécessaires contre une disette éventuelle ?

Qu'on ne crie pas au pessimisme. Pessimisme ou optimisme, ces deux mots-là sont aussi bêtes l'un que l'autre. Il ne s'agit ni d'alarmer l'opinion, ni de l'endormir : il s'agit de voir les choses comme elles sont, ou, si vous préférez, de les prévoir comme elles peuvent être. Pendant qu'il en est temps, avisons. Et plaçons-nous à croire que la présente conférence n'a pas d'autre objet.

Gustave Téry

- Sur le front, combats d'artillerie. L'infanterie allemande panse ses blessures.
- La conférence des Alliés s'est ouverte hier. Le matin, questions militaires ; l'après-midi, questions économiques et financières. Au milieu, un grand déjeuner offert aux délégués par M. Briand.
- La Société des Gens de Lettres a élu son bureau : M. Pierre Decourcelle en est le nouveau président.
- Le Reichstag ne discutera pas en séance plénière la question de la guerre sous-marine. Il craint sans doute un nouveau scandale.
- La reine de Suède, malade, va partir pour Carlsruhe. Cette ville offre-t-elle un séjour très sûr ?
- En Chine, bien que Youan-Chi-Kai ait renoncé à la couronne, le Yunnan est en ébullition et le Nankin s'agit.

Inutiles injures

Plus vous vitupérez contre l'Allemagne à propos du Sussez, plus vous lui ferez plaisir. Vous ne voyez donc pas que vos injures la dilatent d'aise ? Elles prouvent que le coup a porté.

Crime stérile ? — Pas si stérile ! ricane-t-elle. Lisez le post-scriptum qui clôt les reportages : « Tout service entre Folkestone et Dieppe est suspendu. » C'est un résultat.

Contraire au droit des gens, parce qu'on n'assassine pas les femmes ? — Elle vous répondra que la flotte britannique affame bien les femmes allemandes. C'est moins odieux que de les noyer ? Possible ! On se défend comme on peut. Qui n'a pas d'épée, joue du couteau ; et qui n'a plus de couteau, griffe avec les ongles.

La bande Bonnot déclarait la guerre à la société. La bande Guillaume déclare la guerre à la société des nations, coupable de ne pas vouloir lui laisser exercer ses petits talents de cambrioleur. Le point de départ est vicieux. Mais, une fois celui-ci admis, n'importe quel assassinat devient un acte défensif.

Alors, rien à dire ? Non. Mais beaucoup à faire. J'ai connu en Afrique, jadis, un colonial, d'ailleurs peu recommandable, qui aimait la baignade et qui n'avait à sa disposition qu'un fleuve infesté de crocodiles. Que faisait-il ? Il prenait tout de même des bains. Mais il immergeait autour de lui un cordon de petits nègres chargés de battre l'eau pour effrayer le crocodile. Parfois, le crocodile ne se laissait pas effrayer et happait un négroillon. Mais mon colonial avait eu le temps de sortir de l'eau.

Puisque la Manche est infestée de crocodiles, deux torpilleurs, un à droite, un à gauche, ne pourraient-ils jouer le rôle de négroillons ? Et ces négroillons-là sauraient se défendre !

Serait-il également exagéré de demander qu'un bateau de quatre cents personnes ait plus de cinq canots pouvant embarquer normalement vingt naufragés, et que ces canots soient en bon état ? Et enfin, qu'il y ait assez de ceintures de sauvetage pour qu'on ne se les dispute pas à coups de poing ?

Ces précautions prises — et nous les prendrons — le Sussez ne sera plus torpillé. Même torpillé, il ne perdra que vingt personnes au lieu de cent. Voilà ce qu'il faut dire aux Boches. Ça les ennuiera bien plus que vos injures, qui les réjouissent.

Maurice de Waleffe

Le tuyau de la torpille

J'ai demandé à ma marchande de journaux le numéro du Journal officiel contenant le dernier discours de M. Gaudin de Villaine, au Sénat, sur l'espionnage boche en France.

— Je ne tiens pas le Journal officiel, m'a-t-elle dit.
— Et pourquoi ?
— Ils ne reprennent pas les bouillons, et, les jours de séances ennuyeuses au Sénat et à la Chambre, je ferais une fichue journée !... Ils ne font qu'une vente ferme, mais d'une façon molle. Ils ne tiennent pas à vendre.

— Parfait ! Demandez-moi le numéro. C'est une vente ferme, ça !
— Ecoutez ! Pourquoi que vous n'allez pas l'acheter vous-même ?

— Parce que, pour aller acheter un journal d'un sou quai Voltaire, je vais dépenser trois sous de métro pour aller et trois sous pour revenir, ce qui mettra le journal à sept sous. Je ne suis qu'un ouvrier... La vie est chère. Ce voyage, c'est presque le prix d'un demi-quant de beurre !

— Bon ! Je vais vous le demander, mais ça sera dur !

Il y a quatre jours de cela ; ma marchande de journaux n'a pu encore obtenir le numéro contenant le discours auquel M. Malvy a si brillamment répondu.

— Là-dessus, c'est compliqué, m'a expliqué ma marchande. Il y a des intermédiaires qui doivent se joindre ; s'ils ne se joignent pas, c'est remis au lendemain.

— Il faut peut-être une autorisation du ministre ?
— Ça se pourrait ! Ah ! que vous avez eu tort de ne pas faire le voyage !

— Je vais m'y résigner...
— C'est peut-être trop tard !... Ils vous répondront que c'est épuisé. Ça ne sera pas vrai, mais ils ne tiennent pas à vendre ! Certains numéros sont tout simplement séquestrés.

Et j'hésite ! Je ne suis qu'un vieux ouvrier ! Faire un pareil voyage pour rien. Rapporter, au lieu du numéro, une grippe récoltée dans le métro, ça serait bête ! Il serait pourtant bien urgent, je vous assure, que toute la France lût le discours dans lequel M. Malvy démontre qu'il a terrassé l'espionnage boche. Il y a toujours des tas de gens qui, à la suite d'un torpillage dans la Manche, s'en vont clabaudant que la torpille était tuyautée, et n'a pas frappé à l'aveugle, entre cent bateaux qui évoluent dans ces passages fréquentés.

L'Ouvrier

Les Communiqués

15 heures

En ARGONNE, lutte de mines à notre avantage à la FILLE-MORTE.

Combats à coups de bombes dans le secteur de COURTES-CHAUSSES.

A l'ouest de la MEUSE, nuit relativement calme.

A l'est de la MEUSE, lutte d'artillerie ininterrompue sur le front DOUAUMONT-VAUX.

En WOËVRE, bombardement assez violent dans la région de MOULINVILLE et de CHATILLON.

Pas d'action d'infanterie.

Sur le reste du front, nuit calme.

23 heures

Entre SOMME et AVRE, aux environs de MAUCOURT, après un intense bombardement, les Allemands ont tenté sur une de nos tranchées de première ligne un coup de main qui a complètement échoué.

En ARGONNE, activité continue de notre artillerie sur divers points du front ennemi, notamment dans le secteur du bois de CHEPPY. Nos pièces à longue portée ont canonné des troupes en mouvement dans la direction EXERMONT-CHATILLON et fait sauter un dépôt de munitions.

A l'ouest de la MEUSE, le bombardement s'est maintenu assez intense sur notre front BÉTHINCOURT-LE MORT-HOMME, CUMIÈRES, ainsi qu'à l'est de la MEUSE, dans la région VAUX-DOUAUMONT. Quelques rafales d'artillerie en WOËVRE. Aucune action d'infanterie.

Au nord-est de SAINT-MIHIEL, nous avons bombardé à longue distance la gare et les établissements ennemis d'HEUDICOURT, sud de VIGNEULLES. Une rame de wagons a été démolie, un bâtiment a pris feu.

AU GRAND CONSEIL

Ils sont autour d'un tapis vert ; chacun a pris la pose qui lui sied le mieux — un éclair de magnésium, un déclic, et demain les magazines porteront aux quatre coins de l'univers l'image de cette assemblée de trente hommes éminents, guerriers ou diplomates, réunis pour résoudre le problème le plus grave qui se soit peut-être posé dans l'histoire des temps.

De leurs décisions dépendront, pour longtemps, les destinées du monde.

Rien n'a encore transpiré, rien ne transpirera de leurs projets. Mais si nous devons ignorer leur conversation, peut-être nous sera-t-il permis de dire le langage que nous tiendrions s'il nous était donné de prendre part à leurs délibérations.

Retenez vos ciseaux, Anastasie, nous parlerons avec toute la prudence convenable et tout le respect que nous devons à nos hôtes illustres.

« Messieurs, leur dirions-nous, personne ne conteste que l'Allemagne soit le cerveau, et en même temps le membre le plus actif, de la coalition opposée à la nôtre. L'Allemagne abatue, le reste ne compte plus. Or, elle sera abatue seulement le jour où son armée sera anéantie, que ce soit par les armes ou par la faim, peu importe d'ailleurs.

« On ne contestera pas non plus que la masse principale de cette armée se trouve sur le front occidental, ou tout au moins à même d'y être transportée dès que les événements l'exigent. C'est donc sur ce front que doit se jouer la partie décisive. Toutefois, la question se pose de savoir si cette partie doit être entamée tout d'abord, quand même elle paraîtrait trop difficile à gagner.

« Avez-vous, messieurs, en nombre et en qualité, l'artillerie nécessaire pour réduire au silence celle de l'ennemi sur un très grand front, chose indispensable pour permettre à votre infanterie de rompre ensuite d'un seul élan les multiples et formidables barrières qui lui seront opposées ?

« Songez-vous aux sacrifices sanglants qu'exigerait un pareil choc ? L'exemple des Allemands devant Verdun n'est pas encourageant.

« Nous vous parlerions bien encore d'une nuée d'avions agissant d'une façon incessante sur les derrières de l'ennemi pour couper ses ravitaillements. Notre idée est sans doute mauvaise ou impraticable, puisqu'on ne l'adopte point.

« Eh bien ! cette Allemagne si forte tire sa force, non seulement d'elle-même, mais aussi de ceux qu'elle a entraînés dans son orbite. Les ressources de toute espèce qu'elle tire d'Asie et des Balkans ne sont point négligeables, et l'imposition de ces pays entre les puissances alliées d'Orient et d'Occident gêne considérablement la coordination de leurs efforts.

« Dans de telles conditions, ne conviendrait-il donc pas de mettre d'abord hors de cause, successivement, méthodiquement, tout ce système planétaire, pour n'avoir affaire ensuite qu'à l'Allemagne seule et isolée ?

« Les Russes viennent de remporter de brillants succès en Arménie. Continuons à enfoncer cette porte entrouverte. Que les masses russes encore disponibles acceptent, sans froissement d'amour-propre, le concours plus étroit de cadres japonais. Que les Anglais, débarrassés de toute crainte en Egypte, débarquent à Adana, Adalia, Smyrne leurs troupes devenues disponibles. Elles trouveront dans les îles de la mer Egée de nombreuses et excellentes bases. Appuyées sur celles-ci, elles reprendront cette opération préconisée jadis par un général français et à laquelle on préféra un débarquement téméraire dans la presqu'île de Gallipoli.

« On se rend aisément compte des résultats d'une marche combinée des Anglais de Smyrne sur Brousse, des Russes d'Erzeroum sur Angora, et de leur jonction devant Scutari.

« Imaginez, en outre, une pression exercée en même temps de toute part sur les grands fronts français, russe et italien, pour empêcher les Allemands de secourir les Turcs.

« La Turquie hors de cause, les Dardanelles ouvertes, on se retournerait contre les Bulgares si le Cobourg n'avait déjà accompli une de ses volte-faces coutumières.

« On passerait ensuite à l'Autriche. Tandis que les Italiens retiendraient le plus d'ennemis possible sur l'Isonzo, des armées s'avanceraient concentriquement sur Vienne, partant de Salonique,

— qui justifierait alors les sacrifices consentis — de Constantinople, de Bukovine, de Galicie.

« Et, en telle occurrence, ne pensez-vous pas que les Roumains feraient partie de ces armées ?

« Sans doute, en s'attaquant successivement à la Turquie, à la Bulgarie, à l'Autriche, il faudrait, par une vigilance attentive, maintenir l'inviolabilité des grands fronts contre les tentatives désespérées que feraient certainement les troupes du kaiser.

« Cette inviolabilité, un récent exemple vient de l'affirmer.

« Une fois ces satellites vaincus, l'armée allemande démoralisée, affamée dans ses tranchées, ne serait-elle pas mûre pour recevoir le choc définitif ?

« Vous apprécierez, messieurs, si cette entreprise, malgré sa lenteur, ne serait pas moins aléatoire et moins coûteuse que le choc brutal issu d'une offensive générale immédiate, offensive dont votre conseil aura sans doute à s'entretenir. »

Général Verraux

Autour de la Conférence

C'est hier que s'est réunie, au palais des Affaires étrangères, quai d'Orsay, la conférence des Alliés, pour examiner, entre les représentants les plus célèbres et les plus qualifiés de huit nations en guerre avec les empires du Centre, les questions tant d'ordre purement militaire que pose la guerre, que celles ayant trait aux problèmes d'ordre économique.

La réunion était fixée pour dix heures du matin ; le protocole avait disposé les places des membres de la conférence autour de la grande table ovale, recouverte d'un tapis vert, qui se trouve au centre du salon de l'Horloge, au rez-de-chaussée du palais, face à la Seine, de la façon suivante :

En haut de la table, côté de la Chambre des députés : MM. Briand, président du conseil des ministres, qui préside la conférence, ayant à sa droite, le général Roques, ministre de la guerre, et M. Léon Bourgeois, ministre d'Etat ; à sa gauche, l'amiral Lacaze, ministre de la marine, et le généralissime Joffre. En face, au petit côté opposé de la longue table, des fauteuils sont réservés à M. Titomi, ambassadeur d'Italie à Paris, qui a, à sa droite, M. Selandra et le général sir W. Robertson, chef d'état-major impérial d'Angleterre ; à sa gauche, le baron Sonnino et le général Cadorna. Les autres places sont réservées, au grand côté droit de la table, à MM. Albert Thomas, sous-secrétaire d'Etat aux munitions ; J. Cambon, secrétaire général du ministère des affaires étrangères ; baron de Broqueville, premier ministre belge ; baron Beyens, ministre des affaires étrangères ; général Wilemans ; Asquith, premier ministre de la Grande-Bretagne ; lord Francis Bertie, ambassadeur d'Angleterre à Paris ; sir E. Grey, ministre des affaires étrangères ; Lloyd George, ministre des munitions ; lord Kitchener.

Côté gauche : général de Castelnuovo, chef d'état-major général ; général Rachich, représentant l'armée serbe ; MM. Yovanovitch, ministre adjoint des affaires étrangères serbes ; Vesnich, Pachitch ; général Gilinsky, représentant de l'armée russe au quartier général russe ; Isvolsky, ambassadeur de Russie à Paris ; Chagas, ministre du Portugal à Paris ; Matsui, ambassadeur du Japon à Paris, et le général Dall'Olio, ministre italien des munitions.

Des places ont été réservées aux secrétaires de ces diverses personnalités, devant des pupitres placés entre les murs de ce salon historique, dans lequel s'est tenue déjà, en 1856, la Conférence de Paris qui suivit la guerre de Crimée.

Bien avant l'heure fixée pour l'ouverture de la conférence, un public nombreux stationne rue de Constantinople, sur le trottoir de la gare des Invalides et quai d'Orsay ; chose curieuse, les Parisiens savent reconnaître les personnalités qui arrivent successivement dans des automobiles et les accueillent avec chaleur, soit nominativement, soit en les désignant par le pays qu'elles représentent.

C'est le général Joffre, suivi peu après du général de Castelnuovo, qui arrive le premier. A dix heures, des huissiers, vêtus de l'habit de gala à la française, viennent fermer les portes du ministère, et le mystère impénétrable qui doit entourer les discussions à l'ordre du jour de la conférence, commence à planer sur tout le monde à l'extérieur.

On sait que M. Briand a gardé tous les confidentiels à un déjeuner intime, au ministère, que la séance reprendra à trois heures pour se terminer vers cinq heures. Effectivement, les sorties des membres de la conférence commencent à s'effectuer lentement. Chaque personnalité désignée au public par l'huissier qui la nomme pour faire avancer son auto, est chaque fois accueillie nominativement par la foule encore plus nombreuse que le matin.

Mais, vers cinq heures et demie, on se trouve fort intrigué par la sortie collective de tous les membres anglais, et, un peu plus tard, des délégués russes de la conférence qui montent en auto et reviennent vingt-cinq minutes après avec des serviettes bourrées de documents secrets. Mystère.

Ce matin, continuation de la conférence qui, probablement, prendra fin à midi. Déjeuner officiel, à une heure, à l'Elysée, et le soir, dîner également officiel à l'ambassade d'Italie.

Les Boches chez nous

On a pris les plus grandes précautions, lors du dernier raid des zeppelins sur Paris, pour cacher aux Français les points de chute des bombes. Les Allemands, plus favorisés que nous, les ont connus le lendemain. Un de leurs espions, muni de faux papiers, avait visité tous les quartiers bombardés... dans une automobile de la réserve ministérielle ! Ces gens ne prennent pas les moyens de locomotion de tout le monde ; c'est peut-être pour cela qu'on nous affirme qu'il n'y a plus de Boches dans les rues.

Cet homme habile et expéditif a d'ailleurs mal tourné. On l'a coffré quelques jours plus tard. Il s'est découvert, aussitôt sous les verrous, une propension très marquée pour la folie ; on s'est empressé de lui donner une chambre dans un des hôpitaux militaires les mieux installés, où il est actuellement en observation.

Bien que n'ayant fait aucune étude de médecine, je connais un procédé infailliable pour guérir cette folie-là : c'est douze balles dans la peau. Employé entre quat'yeux, au pied de la butte, non plus de Ménilmontant mais de Vincennes, le remède est souverain !

M. M.

Publicité et espionnage

L'hôtel Beau-Rivage était certainement l'un des plus aristocratiques de Genève. La publicité abondante que ses directeurs faisaient dans la grande presse parisienne avait valu à ce palace une clientèle essentiellement française. Pendant la guerre même, nos compatriotes de passage en Suisse, diplomates, commerçants, rentiers ou journalistes, l'avaient choisi pour leur rendez-vous de prédilection, et si, parfois, certaines physionomies désagréables éveillaient leurs soupçons, ils se rassuraient bien vite en pensant qu'un hôtel qui distribuait une si forte réclame aux journaux de Paris ne pouvait être qu'un hôtel honnête.

Or, l'hôtel Beau-Rivage était un nid d'espions. Les directeurs, MM. Roesch et Meyer, étaient Allemands : le premier était né à Hendingen (grand-duché de Bade) ainsi que les parents du deuxième. Il est vrai qu'ils avaient tous deux obtenu leur naturalisation suisse, l'un en 1904, l'autre en novembre... 1915.

L'espionnage se pratiquait dans cet étrange palace avec une telle intensité que la police fédérale fut obligée d'intervenir. Le chef de réception, un nommé Grieshaber, mis en état d'arrestation, reconnut devant le juge d'instruction de la première sous-division être sous-officier allemand et appartenir au service allemand des renseignements en Suisse depuis le mois de novembre 1915 — c'est-à-dire depuis le moment où l'un de ses patrons s'était naturalisé Suisse.

Le portier Thum, également Suisse allemand, fut appréhendé à Bâle au moment où il se préparait à passer en Bohême. Quant au maître d'hôtel Dittart, il abrégea les formalités judiciaires en allant se jeter dans le lac, en face de l'hôtel.

Un des directeurs, Joseph Roesch, arrêté, fut relâché quelque temps après, sans qu'on sache encore si cette mise en liberté est provisoire ou définitive. Son acolyte, Meyer, fut si peu surpris de la conduite du maître d'hôtel Dittart qu'il versa des pleurs sur sa tombe et le qualifia de « cher et regretté collaborateur ».

Voilà dans quelle maison, grâce à cette fameuse publicité que certaines gazettes accueillent sans contrôle, les Français de Genève s'étaient donné rendez-vous. On pense si leurs conversations et leurs papiers devaient être soigneusement épluchés par le chef de réception, le maître d'hôtel et le portier !

Tous ces faits, l'Œuvre n'est évidemment pas seule à les connaître. Une note semi-officielle a appelé l'attention de la presse parisienne. Il appartenait, semble-t-il, à ces journaux qui accueillent naguère si complaisamment les annonces de Roesch et de Meyer, de faire savoir à leurs lecteurs que leur bonne foi avait été surprise et que l'hôtel Beau-Rivage, dont ils avaient célébré le luxe et l'agrément, était une fourmilière d'espions boches.

Jusqu'à présent, il n'en a malheureusement rien été. Faut-il croire que les contrats de publicité ne sont pas encore arrivés à expiration ? Même dans ce cas, le silence est inadmissible, car, au-dessus des intérêts de la quatrième page, il y a l'intérêt général.

Et celui-là ne se tarife pas à la ligne.

Trust de laitiers

Le tribunal correctionnel du Mans vient de condamner à des peines variant entre un mois et vingt jours de prison avec sursis, et 300 et 16 francs d'amende, un certain nombre de laitiers de la Sarthe qui s'étaient entendus pour vendre au public le lait à raison de 25 centimes le litre au lieu de 20 centimes.

La preuve d'une entente entre les inculpés avait été nettement établie.

Hors d'Œuvre

Une belle noce

Je continue ma chronique matrimoniale par une petite histoire, à peine croyable, mais facile à authentifier, car tous les éléments s'en trouvent maintenant consignés dans nos archives municipales.

Il y a dix jours, un jeune homme et une jeune fille se présentaient au bureau des mariages, à la mairie d'un arrondissement de Paris.

— Nous sommes tous deux réfugiés belges. Nous voudrions nous marier. Quelles pièces devons-nous fournir ?

— D'abord vos extraits de naissance.

— Nous ne les avons pas. Nous avons quitté le pays très précipitamment. Les papiers ont été brûlés avec le reste.

— Fort bien. La loi a prévu le cas. Pour simplifier les formalités, il suffira que vous ameniez chacun sept témoins pouvant attester votre état civil.

— Chacun sept témoins !... Mais où voulez-vous que nous trouvions, à Paris, quatorze personnes ayant été témoins de notre naissance ?

— Oh ! la loi est bonne fille. C'est une simple formalité. Amenez-moi n'importe qui... Tenez, par exemple, amenez des cochers de fiacre.

Les deux braves Belges prirent ce conseil au pied de la lettre.

Le surlendemain, ils revenaient au bureau des mariages avec quatorze cochers ou chauffeurs, qui jurèrent avoir assisté à la naissance de deux personnes qu'ils ne connaissaient pas, dans un pays dont ils n'avaient aucune idée.

Je ne me charge pas d'expliquer comment deux Belges purent réunir à la fois quatorze cochers, alors que les plus vieux Parisiens ne peuvent en trouver un seul dans les cas les plus urgents.

Mais ce fut une bien belle cérémonie que le défilé de cette noce en uniformes dans les couloirs de la mairie. Les huissiers, tout émus, pensèrent que c'était la conséquence d'un vœu.

Et ce fut un légitime sujet de fierté pour le quartier... le seul depuis le début de la guerre où l'on ait vu quatorze voitures attendre la sortie d'une noce à la porte d'une mairie.

ZETTE

Laine et coton

« Voici les printemps, nous écrivent des soldats du front : et nous allons être bientôt obligés de remplacer nos effets de laine par des effets de coton. Que ferons-nous de nos effets de laine ?

« Il nous est en effet à peu près impossible de les renvoyer chez nous. Car, les gares n'acceptent pas nos colis, à supposer même que nous soyons à portée d'une gare ; et le service de ravitaillement a l'ordre de ne pas accepter de paquets.

« L'année dernière, lorsque le même cas s'est présenté, on nous a accordé la faveur d'expédier nos effets de laine ; une fois le paquet envoyé, on nous a présenté la petite note s'élevant à 60 centimes. Quelques-uns d'entre nous ayant protesté, on nous a déclaré que cette faveur ne nous serait plus accordée à l'avenir.

« Il serait cependant de bonne politique de ne pas nous réduire à jeter des des lainages qui peuvent être encore utilisés l'année prochaine, si... »

Économies

Depuis le mois d'octobre 1914, la poudrerie militaire du Bouchet avait à sa disposition une voiture automobile et un conducteur fournis par le camp retranché de Paris.

Le ministre de la guerre ayant décidé de réduire le nombre de voitures en service dans la zone de l'intérieur, l'automobile a été retirée de la poudrerie le 30 janvier dernier.

Oui, mais, comme une voiture était in-

dispensable à la poudrerie, cet établissement vient d'être autorisé, en date du 21 mars, à affecter une somme de 12.000 francs à l'achat d'une automobile.

Et voilà... La poudrerie militaire et le service automobile dépendent, tous deux, du même sous-secrétariat.

Or, si deux services installés dans le même immeuble arrivent à s'ignorer aussi complètement, comment prétend-on obtenir la cohésion des efforts entre deux ministères différents, séparés parfois par la Seine ?

Géographie

Au commencement de l'hiver, un colonial d'Haiphong envoya à une œuvre de guerre parisienne deux caisses contenant divers objets d'habillement et d'alimentation à l'intention des réfugiés.

En remerciement, il reçut une lettre autographe de la présidente de l'œuvre, grande dame qui a autrefois négligé d'apprendre la géographie et qui n'a plus le temps de remédier à cette lacune :

Monsieur,

Nous avons reçu votre généreux envoi. Il nous donne une nouvelle preuve de la sympathie que les pays étrangers portent à la France. Les neutres d'Asie, pour soulager les malheurs de la guerre, ne veulent pas être en retard sur les neutres d'Amérique... etc... »

Le colonial, un peu vexé, répondit par une lettre où il se défendait d'être Chinois.

C'est cette lettre que promène actuellement la bonne dame pour affirmer les sentiments francophiles de la « République d'Haiphong », toute disposée, d'après elle, à déclarer la guerre à l'Allemagne.

Laissez-les donc faire !

On mande de Toulon qu'une violente discussion a éclaté, avant-hier, entre les prisonniers allemands occupés au déchargement des briquettes de charbon. Des injures, ils en vinrent aux coups et tentèrent de s'assommer mutuellement à l'aide de briquettes. Deux Allemands furent sérieusement blessés. Les surveillants s'interposèrent et finirent par mettre fin à la rixe.

Nous protestons, au nom de la liberté individuelle et des droits de l'homme, contre l'intrusion inqualifiable de ces surveillants dans une affaire qui ne les regardait pas. Nous demandons un peu plus de tolérance, un peu plus de liberté pour les prisonniers boches. Quel inconvénient y a-t-il, pour nous, à les laisser un peu s'amuser avec des briquettes ?

Permissions spéciales

Dans les bureaux de la place d'une grande ville de province, est affiché un règlement qui débute ainsi :

Les secrétaires ne pourront aller aux W.-C. que de 9 heures à 9 heures 10 et de 3 heures à 3 heures 10. En dehors de ces heures, ils devront être munis, chaque fois, d'une permission individuelle et spéciale, signée du capitaine.

Cette mesure n'aboutira certainement pas à une économie de papier.

« Influenza Polonica »

Herr Doktor Grotzer, qui a plusieurs galons dans la médecine militaire allemande, vient de découvrir une nouvelle maladie qui se contracte spécialement dans les tranchées. Elle se manifeste par des douleurs dans les reins et les tibias, de la courbature, de la fièvre et un besoin constant d'éternuer.

Herr Doktor Grotzer a ainsi dénommé cette maladie : *Influenza Polonica*.

Les soldats boches, qui, jusqu'à présent, croyaient avoir de vulgaires rhumes de cerveau, seront infiniment flattés.

En Allemagne

La querelle des États

(De notre correspondant de Zurich)

La plupart des Français qui, avant la guerre, ont entendu prodiguer le nom de « Prussien » comme une suprême injure, dans les rues de Munich, et ceux qui, dans les cafés-concerts de Dresde ou de Stuttgart, ont écouté le chanteur comique tourner en ridicule le zéaisme affecté des officiers de Berlin, se sont plu à en augurer une rupture éventuelle entre les États confédérés.

C'était évidemment raisonner un peu vite. Il n'en reste pas moins que, dans l'Allemagne du Sud, une hostilité contre la Prusse subsiste et qui trouve sa raison d'être dans une notion historique très certaine.

Stein qui, en 1812, rêvait l'unité allemande, pouvait dire :

— Je suis allemand et ne veux être qu'allemand.

Bismarck qui, en 1871, réalisa l'Empire, se souvenait, lui, fort bien d'être prussien. Il conçut l'unité comme une annexion à la Prusse de tous les royaumes et de toutes les principautés allemandes ; il ne la conçut pas comme une fédération de peuples. C'est par là que son œuvre demeure imparfaite.

Il était absurde de compter sur le particularisme des confédérés pour entraîner tout de suite la ruine de la résistance allemande. Il serait coupable de ne pas en tenir compte. L'Empire aura à compter avec les États fédérés, le jour des traités. Déjà même il doit compter avec eux au point de vue de son organisation économique.

J'ai exposé déjà comment, à force d'organisation et de rationnement, l'Allemagne avait résolu, en quelque manière, le problème de l'approvisionnement. Il n'en reste pas moins que, chaque jour, dans les grandes villes, il y a, devant les magasins de produits alimentaires, des protestations, des poussées et des rixes. Alors même que l'Allemagne a encore de quoi vivre, elle ne parvient du moins pas encore à distribuer pratiquement les rations qu'elle a fixées.

Le problème du ravitaillement reste un problème de répartition. Le particularisme des États confédérés n'est pas fait pour aider à le résoudre.

Déjà des conflits de principes ont surgi, que la morgue prussienne a, comme à plaisir, exaspérés.

Le Landtag prussien a réclamé le privilège de discuter la politique extérieure de tout l'Empire. Des conservateurs comme M. von Zedlitz et des socialistes comme M. Hirsch se sont trouvés d'accord sur ce point. On n'est parvenu à les arrêter dans cette voie qu'en reconnaissant leur droit et en leur demandant de ne pas en user. M. de Heydebrand semble avoir aggravé la situation en suggérant l'idée d'un privilège qui serait la récompense des « mérites extraordinaires de la Prusse ».

Aucun des États confédérés ne doit considérer cette attitude sans indignation. La Bavière, elle, a protesté publiquement.

Dans une brochure intitulée *Pensées sur les réformes politiques à venir*, le docteur Anschutz, conseiller intime, a pu écrire récemment :

« C'est une erreur de la Constitution et c'est une chose contraire à la dignité essentielle de l'Empire, qu'il dépende d'une puissance aussi particulariste que la Prusse. »

La Post, organe des socialistes bavaurois, a surenchéri sur le docteur Anschutz :

« Presque à chaque séance de la Diète, les leaders conservateurs se prononcent sur des problèmes qui ne relèvent que de la compétence de l'Empire. Tous les Allemands devraient s'opposer à de pareilles intrusions. »

Ce ne sont là, dira-t-on, que querelles de doctrines. Mais elles trouvent bien vite leur application pratique.

La Bavière, pays agricole, peut se suffire à elle-même. Le Wurtemberg a de quoi vivre. Le duché de Bade ne manque pas de pommes de terre. C'est la Saxe qui dépend de elle seule la moitié du tabac. La Westphalie et les provinces rhénanes ont le charbon. Aucun de ces États, aucune de ces provinces ne consent volontiers à se rationner au profit des autres et tous protestent contre la Prusse pauvre qui, sous couleur de nationaliser les ressources, prétend monopoliser leurs richesses.

Au Landtag de Bavière, le député socialiste Hoffmann dénonce la Prusse qui est responsable de la cherté de la vie en Bavière :

— Parce que les Berlinoises agitent, parce que les paysans de Prusse accaparent, on a relevé les prix maxima dans tout l'Empire. C'est le consommateur bavarois qui pâtit de l'égoïsme prussien.

Le ministre de l'intérieur, baron von Soden, ne proteste pas, même il confirme que la mesure ne s'imposait pas en Bavière. On y a été, en effet, contraint par l'Allemagne du Nord :

— Il faut bien tenir compte de l'Allemagne du Nord.

De pareilles déclarations ne sont point faites pour apaiser le conflit.

La presse s'en mêle. Les *Dernières Nouvelles de Munich* dénoncent à leur tour cette « Allemagne du Nord » qui a prélevé, en Bavière, quarante-cinq millions d'orge pour ses brasseries et quarante-cinq mille tonnes de « céréales à pain » pour ses distilleries.

— On sacrifie notre blé à l'alcool prussien !

Même scène à la Chambre de Saxe. Cette fois, ce sont les conservateurs qui provoquent le débat :

— Pourquoi Dresde n'a-t-elle pas été désignée, au lieu de Berlin, comme siège de « l'Office central pour l'achat du tabac » ?

Et le ministre d'Etat de répondre :

— Evidemment, ce serait logique. Dresde centralise la fabrication de la moitié des cigarettes allemandes. Le gouvernement a déjà fait des représentations à Berlin. Elles n'ont pas été entendues.

Des discours on passe aux actes.

Les généraux qui commandent les trois régions militaires bavauroises interdisent l'exportation des denrées alimentaires hors du royaume.

Cette fois, c'est le tour des grands-duchés de Hesse et de Bade de protester contre l'égoïsme bavarois.

Partout le même esprit de particularisme se fait jour.

Les ministres des finances de Saxe et de Bavière créent des difficultés au secrétaire des finances de l'Empire.

Hambourg et les villes hanséatiques ont leur politique particulière et s'insurgent contre l'idée d'une union économique trop étroite avec l'Autriche, qui aboutirait à détourner la grande route du commerce international allemand.

La *Voix du Peuple* de Chemnitz, organe de la majorité socialiste, proclame avec mélancolie :

« Les Landtags des divers États rivalisent d'indifférence envers l'Empire ! »

Et déjà la *Gazette populaire de Cologne*, dans deux articles que la censure laisse passer, déclare qu'il faudra faire, après la guerre, une situation spéciale dans l'Empire au plus puissant et au plus turbulent des États confédérés, à la Bavière, en lui donnant l'Alsace-Lorraine !

Une fois lancée dans cette voie, où l'Allemagne s'arrêtera-t-elle ?

J. Robert

A L'HOTEL-DE-VILLE

Réception des ministres

et des généraux italiens

La municipalité parisienne recevra aujourd'hui, à 16 heures, en séance solennelle, à l'Hôtel-de-Ville, M. Salandra, président du conseil des ministres d'Italie ; M. Sonnino, ministre des affaires étrangères ; le lieutenant général Cadorna, chef d'état-major général de l'armée italienne ; le major général Dall'Olio, sous-secrétaire d'Etat au ministère de la guerre pour les armes et les munitions.

Session du Conseil municipal

La première session ordinaire du conseil municipal de Paris pour 1916, s'ouvrira le lundi 3 avril.

Convocation du Conseil général

Le préfet de la Seine convoque le conseil général en session extraordinaire le 5 avril prochain, à l'effet de délibérer sur :
1° Ouverture des crédits nécessaires à la continuation des secours supplémentaires aux enfants des mobilisés et des familles nécessiteuses ;
2° Mesures à prendre en vue de l'organisation du marché du travail au moment de la démobilisation.

COLIS POSTAUX POUR LA RUSSIE

A partir du 1^{er} avril, les colis postaux extraordinaires et ceux avec déclaration de valeur, ne dépassant pas le poids de 5 kilos, à destination de la Russie d'Europe, de la Russie d'Asie, de la Roumanie, de la Perse, des bureaux russes de Mandchourie septentrionale, pourront être acheminés par la voie directe France-Russie.

SORTIE D'USINE



LE POILU : C'est curieux ! j'ai déjà vu de ces têtes-là !

Les enfants adultérins

Malgré la loi du 30 décembre 1915, le régime des enfants adultérins demeure encore, comme on l'écrivait ici récemment, d'une iniquité et d'un utilitarisme choquants puis, toujours, les enfants naturels demeurent atteints alors qu'ils sont parfaitement innocents. C'est ainsi que, comme par le passé, leurs actes de naissance sont révélés, même après légitimation, de leur origine illégitime. Ce peut-être un obstacle sérieux à leur propre mariage.

En outre, la loi nouvelle a énuméré des cas au lieu de poser des principes : méthode défectueuse, car on ne prévoit jamais tous les cas, et ceux que l'on prévoit le sont incomplètement. Certains enfants adultérins sont donc favorisés ; d'autres demeurent sacrifiés.

Le premier cas qu'envisage la loi permet, par exemple, la légitimation de l'enfant adultérin de l'épouse, à condition que le mari ou ses héritiers le désavouent. Qu'advient-il si le mari ne désavoue pas et meurt sans héritiers ?

La troisième cas prévu permet la légitimation de l'enfant adultérin du mari à condition que, de son premier mariage, ce mari n'ait pas ou n'ait plus de descendants. Mais comment fera-t-il cette preuve négative ? Le garde des sceaux, dans une circulaire, a reconnu d'ailleurs cette lacune de la loi. Il se borne à quelques conseils et prévoit un remaniement nécessaire du texte législatif.

Ce troisième cas comporte d'ailleurs une plus grave lacune, conséquence de l'imperfection manifeste de toute la loi. Un homme a eu de son premier mariage des enfants légitimes et, pendant le cours de ce mariage, un enfant adultérin. Après divorce ou veuvage, il se remarie. Si ses enfants légitimes sont alors décédés, il peut, d'après la loi nouvelle (et c'est tout de même un progrès), légitimer, par le nouveau mariage, son enfant adultérin. Il ne le peut pas, au contraire, si les enfants légitimes sont vivants. Mais si, après s'être remarié, il perd ses enfants légitimes, va-t-il pouvoir, à ce moment, légitimer le malheureux adultérin ? Aucun motif d'utilité sociale ou de morale ne s'y oppose ; la situation est la même que si les enfants légitimes étaient décédés plus tôt. La loi, pourtant, répond catégoriquement : non. Pour quelle raison ? Pour aucune. Simplement parce que la loi est mal faite et que ses artisans n'ont sans doute pas songé à ce détail.

Cette loi, en effet, a décidé que, désormais, la légitimation d'un enfant naturel pourrait se faire, non seulement, comme jadis, à l'instant même du mariage de ses parents, mais également après ce mariage. C'était là une excellente innovation. Il était logique de l'étendre à tous les enfants naturels, adultérins compris. De la sorte, l'inconvénient que nous venons de signaler était supprimé, la légitimation étant toujours possible, même une fois le mariage célébré. Le Parlement n'en a pourtant rien fait et n'a admis de légitimation des adultérins qu'au moment précis du mariage.

Allez donc demander à un de ceux qui ont voté cette restriction incompréhensible s'ils en savent la raison. Vous aurez de la chance si votre interlocuteur en soupçonne seulement l'existence.

Il n'y a, du reste, pas plus de motifs acceptables d'une autre différence établie par la loi.

La légitimation par mariage des adul-

térins est, en maints cas, possible, mais la simple reconnaissance hors mariage, dans les mêmes cas, est interdite. Pourquoi ? Est-ce pour punir le père ou la mère de cet enfant d'avoir péché par adultère qu'on les condamne à un nouvel hymen s'ils veulent établir leurs liens ? Ils ont montré pourtant qu'ils étaient bien mauvais époux.

La vérité est plus simple. Le Code civil, sévère à l'excès pour les enfants adultérins, interdisait sans pitié leur reconnaissance (art. 335) et leur légitimation (art. 331). C'était cruel, mais logique.

Nos modernes législateurs ont songé à modifier l'article 331 et à y prévoir certaines possibilités de légitimation. Restait l'article 335 qui interdisait toute reconnaissance. Il était simple d'y ajouter ces mots : « Dans tous les cas où l'article 331 autorise la légitimation des enfants adultérins, la reconnaissance en pourra également être faite. » Mais on a voté seulement l'addition suivante : « Sous réserve des dispositions de l'article 331. » Et comme l'article 331 ne parle que de reconnaissances accompagnées de mariage, il s'ensuit, clair comme le jour, qu'aucune autre n'est autorisée par l'article 335 pour les enfants adultérins... Et voilà pourquoi votre fille est... bâtarde et le restera.

Cet article 335 est d'ailleurs funeste à nos représentants. Ils l'oublient toujours. Il contrecarre fâcheusement leurs meilleures intentions.

Il en fut ainsi lorsqu'ils firent, en 1912, la loi tant attendue sur la recherche de la paternité. On l'avait murie près de trente années. Ce ne fut rien de moins qu'un monstre.

Il serait un peu longuet d'en faire la critique complète. Mais il est amusant d'en signaler un résultat des moins prévus.

La recherche de la paternité est désormais possible (art. 340), mais la paternité adultérine demeure inavouable par reconnaissance (art. 335). De la sorte, celui qui, marié, se procure des distractions extra-conjugales est garanti contre toute recherche désagréable de paternité. A la fille-mère qui brandira un texte, il répondra par l'autre, inférieur de cinq unités. Ce sera bref et net.

Et qu'on ne vienne pas objecter que la loi de décembre dernier a remédié à cette anomalie, en autorisant la régularisation de certaines naissances adultérines. Ces régularisations ne sont possibles que par mariage, jamais par reconnaissance simple. Or, la recherche de la paternité contraint le père à reconnaître, mais pas à épouser. Donc, si même ce père adultérin est devenu libre par veuvage ou divorce, il lui demeure interdit de reconnaître, il échappe à la loi ; et il est bien établi que, seuls, les hommes mariés peuvent sans risque courir les aventures.

C'est, après tout, une prime et au mariage et à la reproduction. S'il était sûr que nos élus y ont pensé !...

Albert Drauzy

Notez ceci :

Quand nos soldats, couverts de boue, quittent les tranchées, où ils ont dû déployer une énergie surhumaine souvent pendant quinze nuits et quinze jours consécutifs, il importe de les réchauffer pour de nouveaux combats. La douche, et la douche chaude seule, leur procure le réconfort dont ils ont un urgent besoin, en même temps qu'elle débarrasse leur corps de la vermine et des impuretés qui le recouvrent. Le Comité de Coordination des Secours aux soldats, qui s'est voué à cette tâche, adresse un nouvel appel aux généreux patriotes pour leur permettre de poursuivre l'envoi aux régiments du front d'appareils à douches chaudes si appréciés des médecins militaires.

Lui adresser les souscriptions 57, rue Saint-Dominique, à Paris.

Mais qui donc protégeait Garfouinkel ?

Un de nos lecteurs croit pouvoir répondre à cette question que nous avions posée.

« L'information suivante va peut-être vous ouvrir des horizons à ce sujet. »

« Je crois me rappeler avoir lu une note communiquée par le Grand-Orient démentant la nouvelle publiée par les journaux qui disaient que Garfouinkel était franc-maçon et ajoutant qu'il avait demandé à être reçu, mais qu'il n'avait pu être accepté, étant donné les mauvais renseignements obtenus sur son compte. »

« Or, le hasard m'a fait découvrir une pièce qui établit incontestablement qu'au 1^{er} janvier 1911 il existait, dans une des principales loges de Paris, un nommé Garfouinkel, et son adhésion remontait à plusieurs années en en jurer par son numéro matricule et par le grade de « maître » qu'il avait à cette époque. Le Garfouinkel de 1911 est indiqué comme membre en congé avec l'adresse suivante : Casa Manuel Schwab et Enrique Lévy, à La Paz (Bolivie). »

« Y aurait-il deux Garfouinkel ? Mais si c'est bien le même, pourquoi le Grand-Orient a-t-il pris tant de soin pour donner le démenti en question ? C'est dans ce milieu que doivent se trouver les protecteurs de Garfouinkel. »

Il n'est pas impossible que le protecteur d'Istka Garfouinkel appartienne à la franc-maçonnerie, mais est-ce bien à sa qualité de maçon que le complice de Lombard doit une si persistante protection ? Ne serait-ce pas plutôt en reconnaissance d'un service — un mauvais service, puisque la mort s'ensuivit — rendu depuis la guerre à une jeune actrice de nationalité hongroise qui joua dans plusieurs petits théâtres « chics » et qu'un personnage politique important honorait de sa sympathie ?

Le faux docteur George, qui attaquait les garçons de recettes au coin des ponts, paraît très rassuré sur le sort qui lui est réservé. Dans une lettre qu'il a écrite à sa femme, il donne ses pronostics sur les condamnations. Il prévoit, « d'après le code pénal et le code militaire » que « Chocolat (Lombard) prendra trois ans » et « Piège (Laborde) quatre ans », sans doute parce qu'il appartient à la médecine militaire ; que Gaston (Lévy) aura le maximum, trois ou quatre ans ; les secrétaires, quatre et trois ans ; les bénéficiaires, trois, six, douze et dix-huit mois ». Quant aux intermédiaires, dont il est évidemment le plus important, ils ne « prendront qu'un an ».

A moins que les juges du conseil de guerre n'offrent à Garfouinkel beaucoup plus qu'il ne voudrait « prendre ».

A la Société des Gens de lettres

Le nouveau président

Le Comité de la Société des Gens de Lettres s'est réuni hier pour nommer son bureau. Ont été élus : président, M. Pierre Decourcelle ; vice-présidents, MM. Jules Clère, doyen du Comité, et Emmanuel Rodocanachi ; rapporteur, M. Edmond Hamecourt.

Explosion à Agen

Agen, 27 mars. — La nuit dernière, une bombe a fait explosion dans une maison située rue des Arènes. Des cloisons et les plafonds du rez-de-chaussée et du premier étage ont été démolis. Une locataire a été légèrement blessée. On a trouvé, sur les lieux, les fragments d'un tuyau en fonte noir de poudre et des morceaux de meche consumés. On ignore les mobiles de l'attentat.

On nous écrit :

L'allocation à rebours

Un vieillard de 80 ans a dû être d'urgence transporté à l'hospice d'A... (Haute-Saône) comme qu'il habite depuis sa naissance. Il est sans ressources. Ses deux filles ont l'une son mari, l'autre ses enfants sur le front. Et voici qu'on menace de le chasser s'il ne paie pas 2 fr. 25 par jour ! C'est l'allocation à rebours. L'ironie est cruelle.

Singulier refus d'allocation

On refuse systématiquement à Reims l'allocation à une pauvre femme sans ressources, âgée de 71 ans, dont les trois fils sont morts sur le front. On lui objecte qu'elle est belge. La mort de ses enfants ne l'a-t-elle pas faite trois fois française ? Et puis, belge et française, n'est-ce pas tout un en ce moment ?

Des canons ! Des munitions !

Des affaires m'ont appelé à Châtellerault. J'en suis revenu éccouré.

Depuis trois jours, dix mille employés de la manufacture d'armes ne travaillent pas, parce qu'il n'y a plus de charbon ! Un vieil ami, gros industriel des régions envahies, officier à la manufacture, m'a dit : « Si cette affaire était la mienne, j'économiserais cent mille francs par jour. Je commencerais par mettre cinq mille ouvriers à la porte et je ferais produire le double aux cinq mille autres. »

Il m'a raconté cette histoire la semaine dernière, la direction avait fait entrer comme employé un petit patron mécanicien ; les ouvriers ont alors envoyé une délégation au directeur pour le sommer d'avoir à congédier cet homme, sous prétexte qu'il était là « pour surveiller ».

Et le petit patron a été renvoyé et remplacé par un... coiffeur !

Plaintes d'un propriétaire

Le Service d'hygiène de la Préfecture de la Seine vient d'adresser au propriétaire d'une maison ouvrière du onzième arrondissement une liste de réparations à effectuer dans son immeuble.

Or, le propriétaire est mobilisé. Sa maison abrite vingt-six locataires, dont vingt-cinq n'ont pas versé un centime depuis août 1914. Néanmoins, jusqu'à ce jour, les contributions, l'eau, le gaz, la vidange et la conciergerie ont été payés régulièrement.

Où veut-on que le malheureux propriétaire trouve encore de l'argent ?

Ne pensez-vous pas qu'un peu de doigté de la part de l'administration serait de circonstance ?

Pour la reprise de la vie économique

Ne pensez-vous pas qu'il serait bon de se préoccuper de notre action économique au moment de la paix et de voter dès maintenant une loi obligatoire (sous peine de confiscation, destruction, amende, etc.) tout vendeur à spécifier de façon nettement visible la provenance étrangère de toute marchandise, à indiquer cette provenance sur ses factures, même lorsqu'une partie seulement du produit — matière première ou pièce constitutive — sera étrangère, et ce de telle manière que vendeurs, transformateurs et acheteurs soient dans l'impossibilité d'exciper de leur ignorance ou de leur bonne foi ?

Cette obligation, même à charge de réciprocité internationale, ne pourrait gêner en aucune façon le commerce des Alliés. On opère déjà ainsi, par exemple, pour les sardines, dont les boîtes portent visiblement : « importé d'Espagne » ou « de Portugal ».

Nous n'achèterions ainsi de la marchandise boche qu'en connaissance de cause et parce que nous n'en trouverions pas d'autre.

Nous prions nos abonnés de vouloir bien, pour chaque changement d'adresse, nous envoyer l'une des dernières bandes de leur journal, en l'accompagnant de 0 fr. 50 en timbres-poste.

L'« Oeuvre » militaire

Les groupes spéciaux

C'est dans les groupes spéciaux que, lors de la mobilisation, on incorpore les hommes ayant subi, dans la vie civile, une condamnation de droit commun. Au lieu de les diriger sur le front, on les a envoyés au Maroc, loin de la grande danse, loin des balles. Il y a dix-neuf mois qu'ils y moisissent, faisant, défilant et refaisant des travaux de terrassement qui sont un peu moins urgents que la défense du pays. Beaucoup d'entre eux, qui eussent trouvé dans la guerre une occasion inespérée de se réhabiliter, réclament à cor et à cris qu'on les envoie au feu, au besoin en les groupant, là aussi, avec des cadres spéciaux ; je suis certain que, pour montrer qu'ils ne sont plus des chenapans, beaucoup se feraient tuer avec joie. On trouverait peut-être, dans ces groupes, l'effectif d'une division. Pourquoi donc ne la forme-t-on pas ?

Au début de la guerre, on avait tenté l'expérience. Certaines unités composées de « groupards » se sont, sur l'Yser, parfaitement battues. Malheureusement, on a eu l'idée, à la suite d'un sélectionnement dont le mode n'avait pas été précisément heureux, d'affecter d'autres hommes des groupes à des dépôts tenant garnison dans de grandes villes du Midi. Les tentations les y ont repris, et ils y ont fait les quatre cents coups. Immédiatement, on a arrêté l'expérience, et c'est un tort. En employant le sélectionnement adopté aux bataillons d'Afrique, en envoyant directement au front des hommes n'ayant, depuis la mobilisation, subi aucune punition, on aurait des chances d'obtenir de bons résultats. Pourquoi ne l'essayerait-on pas ?

Autre chose : aux groupes, la haute paie est de 0 fr. 80 par jour. Nos fantassins qui n'ont voté personne, hormis des Boches, et qui n'ont volé quiconque, qui, par surcroît — et ça n'est pas négligeable — se font casser la figure tous les jours, touchent la haute paie de 0 fr. 20. Je comprends qu'il y ait une inégalité de traitement, mais c'est dans l'autre sens que je la vois. Ne pourrait-on pas retourner le tarif bout pour bout, et mettre 0 fr. 80 ici et 0 fr. 20 là-bas ?

Mortimer-Mégret

RÉPONSES

Pauto. — 1^o C'est toujours le droit d'un commerçant de cesser son exploitation et de fermer sa maison. 2^o Oui.

R. 32.425. — Un an.

R. L. L. H. C. — 1^o Non. La solde est afférente au grade. 2^o Peut-être, mais cela dépend de l'autorité. 3^o Difficile, mais possible. Demandez au ministre, voie hiérarchique. 4^o Si vous y passez, oui.

M. C. — 1^o De toutes façons, il devra repasser une visite. 2^o Oui.

R. Linières — 1^o Oui Par les soins de l'hôpital. 2^o Oui.

Un poilu de l'Yser. — L'allocation peut leur être donnée. Cela dépend de la commission.

C. P. A. B. — Oui.

C. T. S. O. A. — C'est toujours une faveur, jamais un droit, mais on l'accorde généralement.

Luc Melda 55. — Vous repassez trois mois après.

Un sergent anxieux. — Un congé de convalescence, d'une durée variable suivant votre état, peut vous être accordé par la commission.

J. B. 301. — Demande au commandant de région.

3 L. — Aucune loi n'autorise votre libération.

35. 1916. — Oui. Demande au général commandant la région.

FEUILLETON DE L'« ŒUVRE » du mardi 28 mars 1916

Les Mystères de Corneville

OU
L'ESPION MALGRÉ LUI
Roman inédit
PAR
JEAN DRAULT
PREMIÈRE PARTIE

LES SECRETS
DU DEUXIÈME BUREAU

IV
EN ROUTE POUR LE CAMP

Profitant ensuite de ce que ce dernier considérait par la portière les quais bondés de troupes de la gare de Mantes, que le train traversait en ralentissant sa marche, M. Perrussel tira de la poche de son veston un petit bloc-notes qui avait échappé à l'hécatombe de ses papiers d'identité.

Seul avec son gardien dans le compartiment de troisième, il s'étira longuement, bâilla, s'étendit sur le bois de la banquette comme s'il voulait faire un somme.

Son bloc-notes dans la main gauche, surveillant Radingois du coin de l'œil, il griffonna hâtivement :
« Obligé voyage important et subit. Sauras tout. Baisers... »

Satisfait de ce « sauras tout », qui était imaginé pour que sa femme ne sût rien, il allait signer de son prénom de François, quand un frisson s'empara de lui. Le nez rouge de Radingois planait sur lui comme un lampion : Radingois avait surpris le manège de son prisonnier. Il venait de se pencher brusquement sur le bloc-notes. Ayant lu le texte du télégramme, assez indiscretement, il disait, bonasse :

— Signe, mon vieux, et mets l'adresse ! Je la mettrai à la prochaine gare, ta dépêche... Sans moi, on ne la recevrait pas ! Faut des papiers d'identité, en temps de guerre, et tu as fichu les tiens dans une bouche d'égoût, ballot !

M. Perrussel, dissimulant son désappointement, se remit dans la position assise. Il déchira la feuille de son bloc-notes, la roula en boule et la lança par la portière.

Mais s'il était désappointé, Radingois était furieux. Il avait cru que l'autre avait déjà rédigé son projet de dépêche en entier, adresse comprise, et il était intervenu trop tôt pour saisir le fil qui eût relié cet espion à un autre !... Cela lui eût fait deux primes ! Il pensait en lui-même :

— Je suis chocolat.

M. Perrussel déclara :

— Je préfère téléphoner de la prochaine gare, si vous m'y autorisez !

— Pourquoi que je ne t'y autoriserais pas ?... A qui téléphoneras-tu ?

— S'il faut vous le dire, j'aime mieux ne pas téléphoner.

— Pourquoi je n'entends, au moins, le numéro que vous demanderez ?

M. Perrussel hésita. Puis, il répondit :

— Oui !

— Alors, accordé !

— Sauvé ! pensa M. Perrussel. Le numéro qu'il comptait demander n'avait rien de compromettant.

Le train s'arrêta sous le vaste hall de la gare de Mesnil-sur-Eure, important chef-lieu d'un département de l'Ouest dont nous admettrons, si vous le voulez bien, que Corneville est la principale et la plus célèbre sous-préfecture.

— Quinze minutes d'arrêt ! clamaient les employés.

— Au téléphone ! commanda Radingois, impatient de savoir à qui pouvait bien se relier ce Boche enveloppé de mystère. Et, dans son désir d'arriver à résoudre ce problème, l'agent poussa la complaisance jusqu'à ôter les menottes à son prisonnier.

Il était impatient, mais il était également inquiet. Il examinait M. Perrussel depuis le matin, au grand jour, il comparait sa physiologie sérieuse, loyale, mais fatiguée et nerveuse, avec la face glabre, ronde, pleine et impudente du vrai Burgenstaub dont le commandant Fontan lui avait remis la photographie.

Si vive qu'ait été sa foi dans la qualité des produits allemands à l'aide desquels un espion ou un acteur modifient leur physiologie naturelle, il éprouvait des doutes lancinants.

M. Perrussel avait l'air de posséder de vrais poils, un vrai nez, de vraies joues. Il était, du moins, à présumer qu'aucun cartonnage n'était appliqué sur ses tempes, qu'aucun mastic modelé n'allongait son nez.

Un moment, M. Perrussel s'était gratté le crâne, puis s'était fourragé la barbe, preuve qu'il n'avait ni perruque, ni postiche, à moins que ce geste n'ait été fait pour donner le change.

Mais pourquoi Radingois ne s'assu-

rait-il pas, de tactu, de la réalité ou du néant de ses soupçons ? On ne se gêne pas avec un espion. La veille, il lui avait bien tiré la barbe, pensant amener à lui cet accessoire...

Eh bien ! c'est cela qui était inquiétant : Radingois n'osait pas. Une sorte de respect l'en empêchait. Un instinct secret, contre lequel, d'ailleurs, il se raidissait, lui murmurait tout bas : « Ce n'est pas ton Boche que tu as arrêté ! » — « Qui, alors ? » ripostait Radingois à cette voix mystérieuse, intime, qui était sans doute celle de sa conscience professionnelle. Et, comme nulle réponse ne lui parvenait, le vieil agent dominait ses inquiétudes en décidant : « Tant pis ! S'il n'est pas mon Boche, il paiera pour lui !... Il n'avait qu'à être mon Boche !... Pourquoi se faisait-il arrêter à sa place ? S'il n'avait rien à se reprocher, d'abord, il dirait s'il est Burgenstaub, oui ou non !... »

Bref, le téléphone allait peut-être révéler quelque chose. Et Radingois en était bien aise.

Il traîna son prisonnier jusqu'à la cabine du bureau de la gare, fit lever l'interdiction de téléphoner d'un département à l'autre, en montrant sa carte à l'employé, et tendit à M. Perrussel l'annuaire des téléphones.

— Inutile ! fit ce dernier, j'ai le numéro dans la tête.

Et, entrant dans la cabine téléphonique dont la porte fut laissée ouverte, M. Perrussel demanda d'une voix ferme : « Gutenberg 61-70 ».

Radingois grava ce numéro dans sa mémoire.

La réponse se fit un peu attendre. M. Perrussel avait posé son canotier sur la planchette de la cabine. Il vit son gar-

dien qui essayait de regarder dans l'intérieur de son chapeau et se méfia soudain. Evidemment, Radingois cherchait à apercevoir les initiales.

— J'ai froid à la tête ! dit le prisonnier. Il y a toi et de ces courants d'air ! Et il se coiffa vivement. Radingois eût insisté vraisemblablement pour inspecter l'intérieur du chapeau si la sonnerie du téléphone ne s'était fait entendre. L'agent s'empara, d'autorité, de l'un des récepteurs et la colla à son oreille.

— Oh ! si vous voulez ! lui dit M. Perrussel.

L'entretien s'engagea.

— Je suis à Gutenberg 61-70 ?

— Oui ! Monsieur.

— Je reconnais ta voix ! Tu es Gustave ?

— Je suis le chasseur, oui, monsieur ! Mais moi je ne reconnais pas votre voix...

Systématiquement, M. Perrussel niaillait. Il répondit :

— Je suis un ami de M. Péniisson.

— Ah ! bien, monsieur.

— Va le chercher !... Dis-lui que c'est un vieil ami à lui qui le demande !

Triumphalement, M. Perrussel annonçait alors à Radingois :

— Tout va être éclairci en un clin d'œil. C'est le seul homme à qui je puisse me confier. Il va faire le nécessaire.

— Je veux bien, répondit l'agent.

Mais il vit son « client » pâlir affreusement en entendant ces mots dans le téléphone :

— Monsieur ! Il n'est pas là !

— Est-il loin ? balbutia le pseudo-Burgenstaub.

(La suite à demain.)

DERNIÈRES NOUVELLES

Champs de blé et chants de liberté

Pour empêcher la Roumanie de se joindre à la Quadruple-Entente, les Allemands avaient compté sur Verdun. Mais Verdun tourne à leur confusion, et l'opinion publique de chez eux commence à s'alarmer sérieusement. Alors, la presse allemande essaye une diversion et, dans la manière lourde où elle excelle, la voici qui annonce bruyamment la signature d'un accord germano-roumain — que dément d'ailleurs le Journal des Balkans.

Oh ! il ne s'agit évidemment pas d'un accord politique. Mais il faut, par les temps qui courent, savoir se contenter de ce qu'on a. Aussi, les journaux d'outre-Rhin enregistrent-ils avec une joie débordante la vente que la Roumanie vient de consentir à l'Allemagne de 140.000 wagons de céréales à livrer à la fin de l'été. Et ils en déduisent que la neutralité roumaine est assurée... au moins jusqu'à l'automne !

Vraiment, s'il fallait aux Roumains une preuve nouvelle du danger que les puissances centrales leur feront courir tôt ou tard, ils la trouveraient là. Habituellement à poursuivre dans les Balkans une politique de corruption et de pourboires, les Boches s'imaginent que quelques sacs de maïs ou de haricots l'emportent, dans la balance roumaine, sur les aspirations les plus nettes et les plus sacrées. Ils ne s'aperçoivent donc pas qu'en prêtant au gouvernement de M. Brătianu une conception aussi misérable et aussi vile de l'intérêt national, c'est la Roumanie tout entière qu'ils salissent et qu'ils déshonorent !

Pour nous, qui connaissons, par l'expérience, la force des sursauts patriotiques, nous n'éprouvons aucune inquiétude. A l'heure qu'elle a choisie ou qui lui a été assignée, la Roumanie prendra sa place auprès de nous afin de livrer le suprême combat. La monarchie danubienne n'ignore rien du péril que présenterait pour elle une Bulgarie agrandie et victorieuse, et elle a assez de courage et de sang-froid pour ne pas sacrifier son indépendance à l'intimidation germanique.

Que les Allemands y prennent garde : ils pourraient, vers la fin de l'été, recevoir des Roumains autre chose que des sacs de céréales. Il n'y a pas que des balles... de farine qui nuisent franchir la frontière roumano-autrichienne, et les champs de blé n'ont jamais empêché les chants de liberté.

c. o.

Les hydravions anglais sur la côte allemande

Copenhague, 27 mars. — Selon des télégrammes de Nordby et de Fanø, lors du raid d'hydravions sur le Sleswig-Holstein, deux hydravions allemands, atteints par des patrouilles anglaises, ont été vus en feu, et deux autres s'enfuyant vers la côte, puis mettant le cap sur Wilhelmshaven.

Les rapports parvenus de la frontière sur le bombardement d'un hangar à zeppelins sont contradictoires ; selon les uns, deux des appareils britanniques ont été abattus ; d'après d'autres, tous les appareils britanniques ont été abattus ; d'après d'autres, tous les appareils ont rejoint l'escadre saine et saufs.

Amsterdam, 27 mars. — Un télégramme de Berlin avoue que les Allemands ont perdu deux hydravions armés et un torpilleur durant la rencontre avec les Anglais, le 25 mars, dans la mer du Nord, le long de la côte de Frise.

Autour de Salonique

Allemands et Bulgares en territoire grec

Athènes, 27 mars. — On mande de Salonique à la *Nea Hellas* que la Ligue nationale et le Club des libéraux ont décidé d'adresser un appel au roi lui demandant de s'opposer à l'entrée des Bulgares en territoire grec.

La *Patris* apprend de Salonique que les Germano-Bulgares opèrent des reconnaissances dans le secteur de Xanthi. Hier, leurs patrouilles sont arrivées jusqu'à Okçilar.

La *Nea Himerà*, qui reçoit des renseignements de source allemande, dit que les patrouilles allemandes pénètrent en territoire grec, qu'elles se sont approchées de la station d'Alkithali et ont opéré des reconnaissances. Le journal annonce que les Allemands ont occupé les hauteurs en deçà de Guevgueli et de plusieurs villages dans la zone neutre.

Les Bulgares jugés PAR LES ALLEMANDS

Salonique, 27 mars. — D'après les déclarations de déserteurs allemands, les rapports entre Austro-Hongrois et Allemands se seraient améliorés depuis la campagne de Serbie. Les Hongrois sont estimés de leurs alliés qui rendent hommage à leur vaillance. Par contre, les Allemands ont peu de confiance dans les Bulgares qu'ils tiennent pour courageux, mais cupides et voleurs incorrigibles.

Les Toasts du Quai d'Orsay ET LA PRESSE ITALIENNE

Rome, 27 mars. — Le *Messaggero* commentant les toasts échangés à Paris dit : « La sincérité et la confiance, la claire appréciation des nécessités présentes, la vision nette des intérêts futurs moraux et matériels en sont les éléments fondamentaux. »

« L'unité inébranlable de l'Alliance est de nouveau, non seulement affirmée dans les causes qui en ont été l'origine, mais scellée aussi dans les buts à atteindre et célébrée dans la communion intime des moyens à employer. Unique est l'ennemi contre lequel se dresse l'effort commun. »

« MM. Briand et Salandra ont parlé en termes dignes de la grandeur décisive actuelle. Leurs paroles ne peuvent être que les prémisses immédiates de l'action et prennent leur valeur dans ce qu'elles annoncent des réalisations déjà prêtes et organisées. »

« La formule d'un front unique et d'une guerre unique est donc une réalité. Aucune restriction ou limitation n'est plus possible et la paix sera telle que la dictera la Quadruple et non pas telle que l'espèrent les pangermanistes. »

La *Tribuna* est heureuse que ce qui fut trop longtemps une formule devienne enfin une réalité formidable : l'action simultanée de tous les alliés contre l'adversaire commun qu'il faut battre sur tous les fronts considérés comme un front unique de la même et immense bataille, et elle ajoute :

« Au contraire des anciens toasts protocolaires qu'il fallait analyser pour y découvrir ce qui n'était pas limpide, les paroles de MM. Briand et Salandra n'ont pas besoin de commentaires. »

Le *Giornale d'Italia* remarque que « M. Briand a reconnu, par des mots qui auront un profond écho dans tout cœur italien, la valeur idéale et effective de l'intervention italienne libre, spontanée, qui fut décidée malgré la conscience des sacrifices qu'elle imposait. »

Canard boche

Divers journaux berlinois ont annoncé que sept des neuf câbles transatlantiques avaient été détruits par les sous-marins allemands. Le ministère des postes et télégraphes français dément formellement cette nouvelle. D'abord, ce n'est pas neuf, mais seize câbles qui relient les pays alliés avec l'Amérique du Nord ; ensuite, aucun d'eux n'a été détruit, et enfin leur destruction est impossible du fait des sous-marins.

SURPRISES de la révolution chinoise

Shanghai, 27 mars. — Le général Long, qui commandait le corps expéditionnaire envoyé contre les insurgés du Yunnan, s'est rendu aux insurgés et a consenti au désarmement de ses troupes. Les trois provinces du sud, Kouang-Si-Kouï-Tchéou et Yunnan sont maintenant placées sous l'autorité d'un conseil militaire formant une sorte de gouvernement insurrectionnel. Emu par ces événements, le président Youan-Chi-Kaï a changé l'orientation de sa politique ; après avoir révoqué son acceptation du pouvoir impérial, il a fait appel au général Touan-Toi-Youai, ancien ministre de la guerre, très populaire dans l'armée, en lui offrant le poste de chef de l'état-major général.

Les socialistes allemands après la scission

Genève, 27 mars. — Les députés socialistes du Parlement allemand sont au nombre de 110, qui se décomposent ainsi : d'abord 77 majoritaires ou groupe opportuniste, dont le chef est M. Scheidemann ; puis un groupe de 15 dissidents ayant pour chef M. Hoch ; enfin, le groupe des dix-huit, dont les principaux sont MM. Haase, Liebknecht et Ledebour, groupe désormais constitué en fraction nouvelle dite fraction socialiste du travail.

Le *Vorwärts* se félicite de la constitution du groupe nouveau qui a toutes ses sympathies. L'attitude du grand journal socialiste prouve qu'il est bien convaincu que la masse des électeurs n'est pas avec la fraction opportuniste, bien que celle-ci réunisse en ce moment la majorité des élus.

La situation sur le front russe

Pétrograd, 27 mars. — L'*Invalide Russe*, organe du ministère de la guerre, écrit :

« Il est avéré que, selon les derniers renseignements, nos troupes ont progressé dans la direction sud d'Augustinof et ont rendu précaire partie des positions allemandes dont le front est tourné dans la direction est de Jacobstadt. A l'heure actuelle, ces positions sont complètement débordées du flanc gauche et leurs communications avec l'arrière par le chemin de fer de Mitau-Kreuzbourg sont rompues. »

L'armée monténégrine existe encore

Milan, 27 mars. — Le *Corriere della Sera* reçoit d'Athènes l'information suivante :

« Selon des nouvelles parvenues de Cortou au journal gouvernemental *Neon-Asty*, 10.000 Monténégrins échappés de Serbie sont arrivés ici après avoir traversé l'Albanie. Ils seront réorganisés à Corfou. »

La guerre sous-marine

Navires coulés

Londres, 27 mars. — Le *Lloyd* annonce que le vapeur français *Hébé* a été coulé. Dix hommes de l'équipage ont été débarqués ; on suppose que les huit autres ont été recueillis par un navire anglais allant à Suva.

Londres, 27 mars. — Le *Lloyd* annonce que le vapeur anglais *Cerne* a été coulé ; l'équipage a été sauvé.

Le vapeur anglais *Khartoum* a été coulé ; deux survivants ont été débarqués ; on craint que le reste de l'équipage n'ait été noyé.

Le paquebot *Minneapolis* a coulé. On compte onze tués ; toutes les autres personnes qui étaient à bord ont été sauvées.

Précautions des Hollandais

La Haye, 27 mars. — Le ministre de la marine annonce que le vapeur *Atlas* a été équipé par le gouvernement comme bâtiment de secours pour le service en mer du Nord, où il a dû se rendre ce matin. Le bâtiment est muni d'un appareil radiotélégraphique, de divers appareils de sauvetage. Il battra pavillon hollandais et arborera en outre un pavillon orange avec croix verte. Sur la proue, l'inscription *Reddingschip-Atlas*, c'est-à-dire *Atlas, navire de sauvetage*, sera peinte en blanc et éclairée durant la nuit. Le bâtiment se tiendra dans le voisinage du bateau-feu de Noordhinder.

Ceux qui ne craignent pas

Londres, 27 mars. — Le *Times* annonce que, malgré les dangers de la guerre sous-marine, quatre cent mille personnes ont traversé l'Atlantique entre l'Amérique et l'Europe en 1915 : 250.000 sur des navires appartenant aux puissances alliées, 150.000 sur des navires neutres.

Les Italiens abattent trois avions ennemis

Rome, 27 mars. — Officiel. — Des salves précises de nos canons ont abattu un avion près d'Ajello, un hydravion dans la lagune de Grado ; un troisième avion a été abattu par le tir de notre infanterie près du pont de Priula (Piave).

Des six aviateurs ennemis qui étaient à bord des avions, un major, chef d'escadrille, a été tué ; les cinq autres ont été faits prisonniers.

Une déclaration du roi Manoel

D'après des nouvelles d'excellente source reçues de Londres et publiées par le journal royaliste portugais *O Dia*, l'ex-roi Manoel a affirmé à MM. Asquith et Edward Grey qu'il reste toujours étroitement attaché à l'alliance séculaire avec l'Angleterre et au maintien des traditionnelles sympathies du Portugal pour la Grande-Bretagne.

Climat méridional

On télégraphie officiellement de Stockholm, 27 mars :

« La santé de la reine de Suède est peu satisfaisante. Les médecins lui ont conseillé de faire un séjour dans un climat méridional. La reine partira donc pour Carlsruhe au commencement d'avril. »

[La reine de Suède est badoise ; cette particularité explique la trouvaille du climat méridional de Carlsruhe ; elle explique beaucoup d'autres choses aussi.]

Un nouvel uniforme allemand

Sur le front oriental, les soldats allemands marchent depuis quelque temps un nouvel uniforme assez ingénieux ; il est uniquement fait de paille tressée et donne, paraît-il, d'excellents résultats, mais on ne dit pas si c'est au point de vue alimentaire.

Les ambulances de la Croix-Rouge à Verdun

Depuis le commencement de la semaine dernière, une trentaine d'ambulances automobiles, appartenant à la Croix-Rouge anglaise et à l'Ordre de Saint-Jean, ont rendu les plus grands services dans le transport des soldats blessés à Verdun. Il y en a actuellement plus de soixante-dix, admirablement organisées, qui sont réparties entre les deux secteurs des Vosges et de Verdun. Chaque véhicule est pourvu de tout le personnel nécessaire.

Le dépôt des ambulances anglaises en France est, depuis de longs mois, à Boulogne-sur-Mer. Il s'y trouve un très grand garage et d'admirables ateliers de réparations placés sous la direction éclairée du « capitaine » Daniell, directeur des transports.

En moins de deux minutes, que ce soit de jour ou de nuit, un train minimum de cinquante voitures est entièrement équipé et prêt à partir sur n'importe quel point de la France. Les ambulances de la Croix-Rouge anglaise ont coté plus de 750.000 francs ; la plus grande partie de cette somme a été obtenue par une collecte parmi les propriétaires de mines de charbon et les mineurs d'Angleterre.

Hémorroïdes JUBOLITOIRES

Suppositoires scientifiques. Antihémorragiques, Calmants et Décongestionnants. Laboratoire de TUBODONAL, 24, R. de Valenciennes, Paris. La Boîte n° 5/50 ; les 4 n° 20fr. ; Etranger n° 6 et 22 fr.

Les idées qui passent...

La Conférence

Tous les yeux sont tournés vers cette table historique du quai d'Orsay, dont les journaux nous ont fait connaître la forme. Trente personnes siègent autour de cette table. Que va-t-il sortir de leurs délibérations ? Selon le mot heureux du *Giornale d'Italia*, « le pacte de la victoire ».

L'éditorial des *Débats* signale un des premiers effets de la conférence. Et il y en aura d'autres :

La présence dans une des capitales de l'Alliance de premiers ministres et des ministres des affaires étrangères et des généralissimes de tous les Alliés, sauf de la Russie et du Japon trop lointains, est un encouragement pour les neutres qui se sentent des intérêts communs avec les peuples unis pour la défense des libertés de l'Europe, et une leçon pour ceux que tenterait la vanité de vouloir se faire les courtiers d'une paix bolesse. La conférence de Paris, avant même tout résultat pratique, doit être saluée comme un événement heureux.

La paix fourrée

du « Sozial-Democrat »

M. Haase, socialiste du kaiser (le même qui, le 4 août 1914, lut au nom de tout son parti un manifeste par lequel la *Social-Demokratie* se rangeait, sans aucune exception, derrière Guillaume II appelant son peuple à se défendre contre notre agression) voudrait aujourd'hui qu'on fit la paix. Il s'est chamaillé avec M. Helfferich. On lui a coupé la parole. Tumulte boche, grabuge... M. Clemenceau (*Homme Enchaîné*) parle de tout cela :

« On n'attend pas de moi que je discute sérieusement la paix fourrée de M. Haase. Il n'est pas un Français pour s'arrêter à ces négligences. Nous avons dit, avec nos alliés, que nous ne ferions la paix qu'après la victoire, et qu'on nous sacrifierait si nous n'arrivions pas à nous défendre contre notre agression. Nous ne sommes pas des socialistes, nous ne sommes pas des pacifistes. Ce que nous avons dit, nous le pensons, nous le voulons, nous ne pouvons pas même nous soustraire à la nécessité de le faire, puisque nous n'arrivons plus, si nous pouvions donner des signes de faiblesse, qu'à choisir entre des formes plus ou moins humiliantes de l'asservissement. La paix fourrée de M. Haase, et toute autre paix qui n'est pas la nôtre, ont donc, auprès de nous, mêmes chances de succès. Nous ne savons pas ce que cela veut dire, ou plutôt nous le savons trop. Passons. »

Le budget allemand

Voici comment l'apprécie la *Tribuna* (de Rome) :

Le budget présenté au Reichstag par le ministre Helfferich est le document le plus saisissant de l'impuissance financière de l'Allemagne.

Le budget allemand ressemble à celui d'un particulier se trouvant à la veille d'une faillite. M. Helfferich ne peut tromper personne et il n'y a pas besoin d'être financier pour comprendre que son projet de budget manque d'assises sérieuses. Le budget allemand trahit la défaite de l'empire.

Ménageons nos réserves d'hommes

Le *Rappel* applaudit aux efforts de M. Charles Humbert et le seconde. Il est temps que l'on travaille, pour nous, qui avons travaillé pour tous :

L'heure somme pour nos alliés d'entrer en lice et de nous soulager d'une partie du poids de l'immense fardeau que nous portons.

Proportionnellement à leurs moyens, nos alliés doivent engager leurs contingents dans la mêlée. Notre gouvernement ne doit plus les retenir, mais les laisser libres d'agir suivant leurs vœux et suivant l'équité.

La France a tout donné d'elle-même à la cause de la Justice et de l'Humanité.

La France a travaillé pour tous, que tous travaillent pour elle, conclut Charles Humbert.

Nous faisons nôtre sa conclusion.

Que va dire l'Amérique ?

Polybe (*Figaro*) demande aux Américains, ces recordmen de la longanimité, ce qu'ils pensent du torpillage du *Sussex*, cette malle anglaise, chargée de femmes et d'enfants, qui arborait le drapeau étoilé de la République des Etats-Unis :

Si l'Amérique ne se rend pas compte que l'audace de l'Allemagne dans le crime va croître encore avec l'impunité de ses crimes, c'est qu'elle a perdu le sens de la réalité. Si l'Amérique, la riche et puissante Amérique, maitresse de l'une des plus grandes flottes du monde, tenant dans ses ports et dans ses villes industrielles et commerciales des gages qui valent plusieurs milliards de dollars, et ne

court, au surplus, aucun risque, l'Amérique étant impuissante contre elle, — si l'Amérique supportait jusqu'à un bout des empires germaniques cent et mille fois plus que nous, — si elle voulait accepter la Belgique, la Serbie et le Portugal, c'est qu'il y aurait des mots qui seraient perdus leur sens — je ne veux pas le croire — au pays de Washington et de Lincoln, et qu'il n'y aurait plus qu'à fermer toutes les écoles, ou s'enseigner vainement le droit, et tous les temples, d'où ne monterait plus vers un Seigneur de justice que les prières d'une foi qui n'agit pas.

Les civils tiennent

Le *Revue-Hebdomadaire* donne le texte d'une conférence de notre confrère, M. André Beaunier. M. Beaunier passe en revue les vertus pratiquées par les non-combattants depuis vingt mois : patience, sagesse, confiance, bonté. (Il excepte, bien entendu, des civils qui intéressent les politiciens et les mercantiles) :

Ceux que j'appelle les civils et que je vous invite à aimer, ce sont les Français qui ont accepté la guerre comme une terrible nécessité, qui ont bien accepté, qui l'ont bien supportée, qui en auront parlé noblement, qui n'auront étudié ni les souffrances ni les chagrins et qui au jour de la victoire, se diront et se croiront payés de leur peine, de leur misère et de leur douleur. Ceux-là, qui sont extrêmement nombreux, et qui sont la foule immense, méritent les soldats qu'ils ont.

Les civils dont je vous présente l'éloge, en tout cas, l'apologie, ce sont précisément ceux qui avaient pour devoir de ne pas fuir et de tenir ; et ils tiennent. Ce sont les pères et les mères qui, au moment du départ de leurs enfants, ont éprouvé la plus douloureuse douleur. Eh ! bien, ce qu'ont été les adieux, nous l'éprouvons ; nous ne savons qu'un petit nombre de détails. Le reste, la quantité immense de l'éloignement, de l'énergie et de la volonté plus forte que l'émotion nous échappe. Cela est enfermé dans le secret des chambres ; cela ne dépassait point le pas des portes ; cela se cache dans les silences silencieux. Mais enfin, j'ai vu de mes yeux une lettre qu'adressait à ses deux fils, qui partaient sans avoir pu venir l'embrasser, un paysan du Limousin. Et il disait à ses deux fils tout bonnement ceci, qui est plus beau que ce qu'on lit dans Plutarque, il me semble : « Tâchez de garder votre vie, mais ne la ménagez pas. Ce paysan du Limousin n'a point cherché sa phrase ; il l'a trouvée, toute pareille à son double sentiment de père et de patriote. »

Le vieil Horace, dans Corneille, ne dit pas mieux.

LES SPECTACLES

LE THEATRE AUX ARMES : Le Comité d'action de cette œuvre est composé de la façon suivante : président, M. Albert Dalimier, sous-secrétaire d'Etat aux beaux-arts ; président d'honneur, M. Emile Fabre, membres, MM. Roméo Cochin, Edmond Guiraud, Max Maury, Albert Rostot et Edmond Sèche. Les souscriptions doivent être adressées exclusivement à M. Toussaint, caissier de la Comédie-Française, trésorier de l'œuvre.

THEATRE MICHEL : Une *Petite Femme Forte*, comédie de MM. A. Germain, R. Trebor, avec Diérolle ; l'*Avion 253*, sketch de M. M. Carré, avec Otero et M. Fleury et *Un Petit Intérieur*, tel sera le nouveau programme qui passera mercredi en répétition générale.

Ce soir :

COMEDIE-FRANCAISE. — 8 h. — Le Flibustier ; Bon d'homme.

OPERA. — Relâche.

OPERA-COMIQUE. — Relâche.

VAUDEVILLE. — 8 h. 30. — Cabiria.

THEATRE SARAH-BERNHARDT. — 8 h. — La Tour de Nesles.

THEATRE ANTOINE. — 8 h. 30. — Coralie et Cie.

GYMNASE. — Relâche.

PALEIS-ROYAL. — Relâche.

VAUDEVILLE. — 8 h. 30. — Le Dindon.

BOITE-SAINTE-MARTIN. — Relâche.

THEATRE REJANE. — Relâche.

THEATRE ANTOINE. — 8 h. 30. — Nono.

ALHAMBRA. — Relâche.

RENAISSANCE. — 8 h. 30. — Une Nuit de Noces.

CHATELAIN. — Relâche.

NOUVEAU-AMBIGU. — Relâche.

APOLLO. — 8 h. 30. — La Cocarde de Mimi Pinson.

TRIANON-LYRIQUE. — 8 h. 15. — La Petite Mariée.

FOLIES-BERGERE. — 8 h. 30. — La Parisienne !

OLYMPIA. — 8 h. 30. — Spectacle varié.

CONJAT MAYOL. — 8 h. 30. — Les Dames du Palais Borghia.

ALHAMBRA. — 8 h. 30. — Attractions.

CLUNY. — 8 h. 45. — Le Fils surnaturel.

CAPUCINES. — 8 h. 15. — Paris aux Quinquets, revue.

DEJAZET. — 8 h. 30. — Les Fiancés de Rosalie.

GRAND-GUIGNOL. — 8 h. 45. — Nuit blanche ; Une rage d'amour ; Le Masque ; La Lanterne.

SCALA. — 8 h. 30. — Hardi, les bleus !

CIRQUE. — 8 h. 30. — L'Victoria en chantant.

ELDORADO. — 8 h. 15. — La Grenouille.

BA-TA-CLAN. — 8 h. 30. — Lyocée de jeunes Filles.

EUROPEEN. — 8 h. 30. — La Palate.

GAIETY-ROCHEBOURG. La Pie qui chante, etc.

THEATRE-MARQUE. CASINO DE PARIS et NOUVEAU-CIRQUE. — 8 h. 30. Attractions.

OMNIA-PATHE. — Spectacle varié de 2 à 11 h.

ARTISTIC-CINEMA PATHE. — 8 h. 30. — Matinée jeudi, dimanche, 2 h. 30.

Le gérant : ANTOINE KLEYNTJENS.

Imprimerie WELLOFF et ROCHÉ
16-18, rue Notre-Dame-des-Victoires, Paris.

FLOREÏNE
CRÈME DE BEAUTÉ
REND LA PEAU DOUCE
FRAICHE PARFUMÉE

LES SARDINES AMIEUX-FRÈRES
SONT RESTÉES AUX MÊMES PRIX
QU'AVANT LA GUERRE, EXIGEZ

LA MARQUE
& LA DEVISE : TOUJOURS AMIEUX.

LES AUTRES CONSERVES ONT SEULES
SUBI LA HAUSSE DES MATIÈRES PREMIÈRES

BELLE JARDINIÈRE
2, Rue du Pont-Neuf - PARIS - et 1, Place de Cligny

OUVERTURE DE LA SAISON

VÊTEMENTS

CONFECTIONNÉS et SUR MESURE
HOMMES, DAMES, JEUNES GENS, ENFANTS, FILLETES

Élégance, Économie, Solidité

Envoi franco du Catalogue et d'Échantillons sur demande.

SUCCURSALES : LYON, MARSEILLE, BORDEAUX, NANTES, NANCY, ANGERS.